



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale
de la Cohésion Sociale et de la
Protection des Populations (DDCSPP)

Service protection et santé animales
et installations classées pour la
protection de l'environnement

**Arrêté préfectoral
portant autorisation d'exploiter**

**Société PISCICULTURE PETIT
PISCICULTURE dite de PONT ROYAL
Commune CHAMOUSSET**

Le préfet de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment son titre 8 du livre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le SDAGE Rhône Méditerranée Corse ;

VU l'arrêté du 1^{er} avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement (rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées) ;

VU l'arrêté préfectoral du 04 avril 1991 autorisant la société PISCICULTURE PETIT à exploiter une pisciculture d'une capacité de 120 tonnes par an de truites ;

VU le courrier du 26 juin 2020 de La PISCICULTURE PETIT informant du projet d'une modification notable sur sa pisciculture dite de Pont Royal située sur le territoire de la commune de Chamousset ;

VU le dossier de porter à connaissance annexé au courrier de l'exploitant ;

VU l'avis de la DDT en date du 21 juillet 2020 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 juillet 2020 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 27 juillet 2020 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la Bialle est un cours d'eau est classé en liste 1 et 2 ;

CONSIDÉRANT que le seuil identifié ROE29867 exploité par la PISCICULTURE PETIT est infranchissable pour la truite commune, le chabot, l'ombre commune ;

CONSIDÉRANT que la montaison de ces espèces est un objectif fixé par le SDAGE Rhône Méditerranée Corse ;

CONSIDÉRANT que ces modifications dans le mode d'exploitation de la pisciculture permet de rétablir la continuité écologique de la Bialle au niveau du seuil répertorié ROE29867 ;

CONSIDÉRANT que les aménagements présentés permettent de réduire l'impact de l'activité de la PISCICULTURE PETIT sur les milieux naturels.

CONSIDÉRANT que ces aménagements ne sont pas qualifiés de modifications substantielles au sens du livre V du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que arrêté d'autorisation actuel de la PISCICULTURE PETIT ne permet pas de couvrir la mise en œuvre et le fonctionnement des aménagements proposés ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société PISCICULTURE PETIT, représentée par Madame Michèle NOBRE, est autorisée à poursuivre l'exploitation de l'installation dite « Pisciculture de Pont Royal » sur le territoire de la commune de Chamousset dans le respect des dispositions du présent arrêté.

Le volume d'activité et les rubriques retenues sont listées ci-dessous.

N° rubrique de la nomenclature	Intitulé de la rubrique	Caractéristique de l'installation	Régime
ICPE 2130	Pisciculture d'eau douce	120 tonnes par an	Autorisation
IOTA 3-1-2-0 2°	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :	40 ml	Déclaration
IOTA 3-1-5-0 2°	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens " , ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet " :	50m2	Déclaration

Article 2 :

Les articles 1.1 et 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploité en date 04 avril 1991 sont abrogés

Article 3 :PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Les dispositions de l'arrêté du 1^{er} avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement (rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées) sont applicables à la PISCICULTURE PETIT

Article 4 : ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- l'Arrêté DEVO0770062A du 28/11/2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des art. L214-1 à L214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3120 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'art. R214-1 du code de l'environnement modifié.

- Arrêté DEVO0809347A du 23/04/2008 fixant la liste des espèces de poissons et de crustacés et la granulométrie caractéristique des frayères en application de l'art. R.432-1 du code de l'environnement modifié.
- Arrêté DEVL1404546A du 30/09/2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement

Article 5 : Prescriptions complémentaires

L'ouvrage aura une longueur de 40 m et une pente comprise entre 2 et 2,25%. L'entrée de l'ouvrage sera implantée en extrémité du lit de la Bialle et son exutoire sera implanté en aval de la grille anti-montaison de la pisciculture afin de profiter du débit d'attrait du canal à l'aval de la pisciculture.

Dimensionnement du lit d'étiage

Les vitesses dans le chenal principal de l'ouvrage sont estimées avec la formule de Manning Strickler. Pour respecter les conditions favorables aux capacités de nage des espèces cibles, on fixe à 1,5 m/s la vitesse maximale admissible dans l'ouvrage.

Le lit d'étiage aura les caractéristiques suivantes :

- Largeur = 0,6m
- Profondeur = 0,3 à 0,4 m

Ce dimensionnement permettra une hauteur d'eau de 20 à 30 cm au débit minimum (débit réservé de la pisciculture : 165 l/s), ce qui est acceptable pour la totalité des espèces cibles.

Le lit moyen sera en mesure de faire transiter à minima 0,5 m³/s tout en respectant les exigences en matière de vitesse d'écoulement. La largeur totale est prévue à 1,7m, ce qui permettra en réalité de faire transiter des débits bien plus importants.

Vanne de régulation

Deux vannes seront mises en place en entrée de la rivière de contournement afin de réguler les débits, de permettre la mise hors d'eau et de faciliter l'entretien. Le système se composera de 2 vannes de 500 x 500 mm en parallèle ancrées dans un ouvrage de béton armé. L'agencement du substrat rugueux dans l'ouvrage d'entrée hydraulique avec ses deux vannages de régulation devra être composé de pierres sans espaces étant donné la faible surface concernée. Les cailloux devront être anguleux et ne doivent pas être posés à plat ou avec une surface plate sur le dessus.

Une planche d'essai (0,5m x 0,5m) devra être validée par l'Unité Départementale de l'Office Français de Biodiversité avant réalisation de cette partie. Un rapport de validation sera transmis au Préfet (Guichet unique des ICPE DDCSPP de la Savoie).

La partie lisse au niveau de la fermeture des vannes devra être la plus courte possible pour ne pas constituer une surface lisse infranchissable pour les petites espèces de fond. La partie aval de ce dalot ne devra pas présenter de marche par rapport au fond de la rivière artificielle, qui pourrait ainsi constituer un obstacle pour ces espèces.

Une échelle limnimétrique sera également installée pour contrôler visuellement la hauteur d'eau en entrée de la rivière. De plus, une plaque indiquant la valeur du débit réservé sera affichée à proximité de la prise d'eau.

La cote de l'ouvrage de régulation est fixée à la cote 285.

Article 6 : Notification

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire.

Article 7 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Chamousset pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Chamousset fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 9 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental des territoires, monsieur le directeur régional de l'office français de biodiversité et monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le Maire de Chamousset.

Chambéry, le 26 / 07 / 2020

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale,

Juliette PART